



DATE

26/06/2017

NOMBRE DE PAGE(S)

5

NOUVELLE étude publiée par Chatham House :

L'avenir de l'Europe : comparaison des attitudes du public et de l'élite

- **Cette étude majeure, réalisée à l'échelle européenne, apporte un éclairage nouveau sur le sentiment des dirigeants et l'opinion publique**
- **Elle révèle les sujets qui divisent et qui rassemblent les européens**
- **Elle démontre que le débat sur l'avenir de l'UE doit respecter la diversité des points de vue**

Un an tout juste après le vote des britanniques en faveur d'une sortie de l'Union européenne, Chatham House a publié une vaste étude consacrée aux attitudes des européens à l'égard de questions aussi diverses que l'identité et l'intégration ou l'avenir de l'UE.

À partir d'une enquête sans précédent menée auprès de plus de 10 000 citoyens et 1 800 personnes d'influence dans les sphères de la politique, des médias, des affaires et de la société civile, l'étude compare ces attitudes du « public » et de l'« élite » dans 10 États membres de l'UE, et sur l'ensemble de cet échantillon de pays.

L'avenir de l'Europe : comparaison des attitudes du public et de l'élite révèle des fractures abyssales entre les citoyens européens, mais aussi des perspectives communes. L'étude pointe notamment du doigt le manque de consensus au sein de l'élite sur l'intégration future de l'UE et le fossé profond entre les membres du public sur les questions identitaires. Elle souligne les divergences d'opinion entre l'élite et le public sur l'avenir de l'Europe, mais aussi les attitudes étonnamment proches des deux groupes dans des domaines comme la solidarité européenne ou encore les succès et les échecs de l'UE.

Selon ses auteurs, les dirigeants européens doivent affronter les réalités politiques avec détermination et redoubler d'efforts pour combler le fossé entre leurs propres attitudes et celles de leurs concitoyens à l'égard des questions sociales sensibles relatives à l'intégration et à l'identité. Les auteurs soulignent aussi les implications importantes pour le débat sur l'avenir de l'Europe, qu'il importera de redéfinir pour refléter la diversité des points de vue qui s'expriment à travers l'UE.

En bref, quelques conclusions majeures tirées de l'enquête :*

- **L'élite est partagée sur la question de l'élargissement des pouvoirs de l'UE.** 37 % pensent que l'UE devrait avoir plus de pouvoirs qu'elle n'en a actuellement, 28 % soutiennent le statu quo, tandis que 31 % estiment que l'Union européenne devrait rendre une partie de ses pouvoirs aux États membres.
- **Le public est nettement moins susceptible de penser qu'il a bénéficié de l'UE.** Seuls 34 % du public ont le sentiment d'avoir bénéficié de l'appartenance à l'UE, contre 71 % de l'élite. Une majorité des européens (54 %) estiment que leur pays était un meilleur endroit pour vivre il y a 20 ans.
- **48 % du public et 62 % de l'élite estiment que l'Allemagne joue un rôle positif dans l'Union européenne.** 28 % du public et 23 % de l'élite ne sont pas d'accord.
- **Les membres de l'élite sont plus enclins à désigner la paix comme la plus grande réalisation de l'UE, tandis que les membres du public choisissent majoritairement la liberté de mouvement.** Les deux groupes classent néanmoins dans le « top 5 » les mêmes réalisations : la paix, l'espace Schengen, la liberté de mouvement, le marché unique et la monnaie unique.
- **Une majorité du public (55 %) et une majorité relative de l'élite (43 %) pensent qu'un autre État membre quittera l'UE dans les 10 prochaines années.** Les responsables politiques sont le seul sous-groupe de l'élite où le plus grand nombre réfute cette idée.
- **Le public et l'élite sont fidèles à une UE reposant sur la solidarité.** 77 % de l'élite et 50 % du public pensent que les États membres plus riches devraient soutenir financièrement les États membres plus pauvres. 18 % du public et 12 % de l'élite seulement ne sont pas d'accord avec cette idée.

Selon Thomas Raines, co-auteur et chercheur au sein du Programme Europe de Chatham House :

« La relance de l'économie et le retour possible à une relative stabilité politique après les élections de cette année pourraient créer une occasion unique d'enclencher un vrai renouveau politique et économique dans l'UE. Mais pour y parvenir, les dirigeants devront d'abord sortir du débat unidimensionnel, qui consiste à déterminer s'il faut « plus » ou « moins » d'Europe. Nos données montrent une grande diversité des points de vue parmi les européens, sur l'ensemble du continent mais aussi d'un État à l'autre, qui va au-delà d'un clivage binaire. Le débat sur l'avenir de l'Europe doit être redéfini pour couvrir tout le spectre des opinions sur le continent et permettre à la critique de s'exprimer. Délégitimer les voix et les valeurs qui s'expriment contre l'Europe ne ferait que renforcer le sentiment anti-européen. »

Pour le Professeur Matthew Goodwin, co-auteur : *« Plus que jamais, il est important de comprendre ce que les personnes d'influence au sein des sociétés européennes pensent des principaux enjeux de l'Europe, en quoi leur opinion peut différer de celle du public et de quelle manière ce fossé peut être comblé. L'enquête contient des données uniques avec des implications importantes pour le débat sur l'avenir de l'Europe. Elle révèle l'ampleur des fractures entre le grand public et cette « élite ». Pour sortir de la gestion de crise et engager un processus de renouveau politique et économique, les dirigeants européens ne peuvent ignorer qu'ils doivent redoubler d'efforts pour combler le fossé entre*

leurs propres attitudes et celles du public, notamment lorsqu'il s'agit de relever des défis sociaux majeurs. De même, toute tentative de renforcer l'intégration européenne sera vouée à l'échec si elle ne réussit pas à obtenir à la fois l'assentiment du public et le soutien de l'élite. »

Les conclusions de l'étude :

- **révèlent une triple fracture sur le continent. Premièrement, entre l'élite** (des personnes d'influence dans les sphères de la politique, des médias, des affaires et de la société civile) **et le grand public** : si les attitudes de ces deux groupes se rejoignent sur la solidarité européenne, la démocratie européenne et les succès et échecs du passé, les données mettent aussi en lumière des différences marquées en termes de valeurs politiques, de sentiments vis-à-vis de l'UE et d'attitudes à l'égard de la diversité et de l'immigration. **Deuxièmement, au sein du public**, et plus particulièrement sur les questions identitaires. Les défis politiques nés de ces divergences de valeurs poussent l'Europe dans deux directions diamétralement opposées et risquent de perdurer longtemps, même avec une croissance économique retrouvée et soutenue. **Troisièmement, au sein de l'élite**, avec un manque de consensus sur les questions importantes liées à l'orientation de l'UE. Si l'immense majorité de l'élite a le sentiment d'avoir bénéficié de l'appartenance à l'UE, elle est loin d'être unie sur la perspective d'un renforcement de l'intégration.
- **ont des implications importantes pour le débat sur l'avenir de l'Europe.** L'absence d'opinion clairement majoritaire sur la voie à emprunter montre la nécessité d'un débat qui tienne compte de la diversité des points de vue sur l'avenir de l'Europe et qui aille au-delà du simple choix entre « plus » ou « moins » d'Europe. Un vrai renouveau politique en Europe nécessitera un débat plus ouvert, plus imaginatif et, peut-être même, plus conflictuel.
- **laissent entendre que les divisions au sein des publics des différents États sont tout aussi importantes que celles entre les États.** Les stratégies en faveur d'un système « à plusieurs vitesses » ne reflètent pas cette ligne de faille qui court sur l'ensemble du continent. Cela suppose une approche de l'intégration qui ne se limite pas à un « noyau » d'États étroitement intégrés et une ceinture d'États plus autonomes.
- **montrent qu'il ne suffira pas de relancer l'économie européenne pour résoudre les problèmes d'intégration de l'UE** : ceux qui entendent rallier le public à la cause européenne ne peuvent pas se contenter de renforcer le rôle de l'Union dans l'amélioration de la situation économique des citoyens européens. **Les dirigeants des institutions européennes, tout autant que les responsables politiques nationaux, doivent redoubler d'efforts pour combler le fossé entre leurs propres attitudes et celles de leurs concitoyens vis-à-vis de questions sociales plus profondes** – comme la crainte de la perte de l'identité nationale, les pressions de l'immigration et le sentiment d'une inégalité de l'accès aux opportunités. **Il faut recadrer les débats sur l'orientation future de l'UE** afin d'apaiser les craintes de la menace perçue sur les traditions et les cultures nationales, tout autant que sur la performance économique.

Données nationales Belgique

- Les Belges sont les moins susceptibles de penser qu'ils ont bénéficié de l'UE (seuls 21 % des citoyens estiment avoir bénéficié de l'appartenance à l'UE). Ils sont plus de deux fois plus nombreux (47 %) à avoir le sentiment de ne pas en avoir bénéficié.
- 44 % des Belges aimeraient que l'UE rende une partie de ses pouvoirs aux États membres, un résultat proche de la moyenne européenne (48 %) de l'échantillon du public. 26 % souhaiteraient que l'UE ait plus de pouvoirs qu'elle n'en a actuellement, et 30 % se prononcent en faveur du statu quo. C'est en Grèce que le soutien en faveur d'un rapatriement des pouvoirs au sein des États membres est le plus fort (66 %) et en Espagne qu'il est le plus faible (39 %).
- Une majorité relative des Belges (40 %) pense que les États membres plus riches devraient soutenir financièrement les États membres plus pauvres, un résultat légèrement inférieur à la moyenne européenne, tandis que 25 % s'opposent à cette idée. La Grèce est le pays où le soutien est le plus marqué (72 %) ; la France, celui où il est le moins élevé (35 %), même si, dans chaque pays sondé, cette proposition est davantage soutenue que contestée.
- Les Belges sont partagés sur la solution à apporter à la crise des réfugiés : 38 % sont pour l'application de quotas obligatoires en fonction de la taille de la population de chaque pays. 25 % estiment que chaque État devrait pouvoir décider du nombre de réfugiés qu'il souhaite accueillir, et 37 % pensent qu'aucun État membre ne devrait avoir l'obligation d'en accueillir. 68 % en Grèce, 66 % en Italie, 62 % en Allemagne, 52 % en Espagne, 35 % en France, 19 % en Hongrie et 15 % en Pologne se disent favorables aux quotas obligatoires.
- Les Belges sont plus enclins à penser que l'Euro est la plus grande réalisation de l'UE, la France étant le seul autre pays où l'Euro occupe la première place. Les Allemands et les Autrichiens sont plus susceptibles de désigner la paix, les Espagnols et les Grecs la liberté de mouvement, et les Polonais, les Italiens et les Hongrois l'espace Schengen.
- Dans l'ensemble, les Belges expriment un sentiment plus positif que négatif à l'égard du rôle joué par l'Allemagne dans l'UE (49 % estiment qu'elle joue un rôle positif, contre 22 % d'opinion contraire). Par comparaison, 50 % des citoyens sondés en Italie ont une opinion négative du rôle de l'Allemagne dans l'UE ; elles sont 80 % en Grèce.

Le rapport étudie les tendances politiques qui façonnent la politique en Europe et met en lumière les résultats de l'enquête sur les attitudes à l'égard de l'UE, ainsi que sur l'état de la société et des politiques nationales et européennes. Le dernier chapitre est consacré aux implications de ces résultats pour l'avenir de l'UE.

L'enquête a été réalisée de décembre 2016 à février 2017 dans 10 pays : **Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne et Royaume-Uni.**

Pour plus d'informations ou pour solliciter une interview, veuillez contacter Sabine Deboosere par e-mail à l'adresse deboosere.s@kbs-frb.be ou par téléphone au +32 (0) 2 549 02 41

***Les moyennes européennes sont calculées en excluant les données du Royaume-Uni.**

L'avenir de l'Europe : comparaison des attitudes du public et de l'élite a été co-écrit par [David Cutts](#) (collaborateur associé), [Matthew Goodwin](#) (collaborateur senior) et [Thomas Raines](#) (chercheur) du programme Europe de Chatham House.

Ce rapport est le fruit d'un projet financé par la Stiftung Mercator, la Robert Bosch Stiftung, la Fondation Roi Baudouin et la ERSTE Stiftung.

Méthodologie :

Kantar Public a réalisé deux enquêtes pour le compte de Chatham House. L'enquête de terrain auprès du **grand public** a été réalisée sur la période décembre 2016-janvier 2017, à partir de panels en ligne, parmi un échantillon représentatif de la population de 10 pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne et Royaume-Uni), avec un échantillon minimum de 1 000 personnes par pays. Des quotas ont été appliqués à certaines variables (âge, sexe et région) et les écarts corrigés par stratification a posteriori. Au total, 10 195 personnes ont été sondées.

L'enquête auprès de l'**élite** a été menée durant la période janvier 2017-février 2017 dans les dix mêmes pays. Les membres de l'élite ont été sélectionnés dans quatre grandes catégories : responsables politiques (locaux, nationaux, européens), journalistes d'information, chefs d'entreprise (PME et grandes entreprises) et dirigeants de la société civile (ONG, associations, syndicats ou universités). L'enquête a été réalisée principalement par téléphone. Dans certains pays, les entretiens ont parfois eu lieu en personne ou en ligne. Au total, 1 823 personnes ont été sondées (entre 160 et 205 par pays).

Vous trouverez ci-joint le rapport « *L'avenir de l'Europe : comparaison des attitudes du public et de l'élite* ».